ANGLES D'ATTACTUELL

ATTAC: ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE

Le journal d'attac Suisse – www.suisse.attac.org / Die Zeitung von attac Schweiz - www.schweiz.attac.org / February 2022

N°7

SOMMAIRE

2. PANDORA PAPERS, UNE BOÎTE SANS FOND ET SANS FIN

3. PANDORA PAPERS, EINE BÜCHSE OHNE BODEN UND OHNE ENDE

4. LE GOUVERNEMENT DES «MEILLEURS» OU COMMENT MARIO DRAGHI, EX PRÉSIDENT DE LA BCE, EST ARRIVÉ AU POUVOIR EN ITALIE IL Y A UNE ANNÉE

5. DIE REGIERUNG DER „BESTEN", ODER WIE DER EHEMALIGE EZB-PRÄSIDENT MARIO DRAGHI VOR EINEM JAHR IN ITALIEN AN DIE MACHT KAM

6-9. TERRES SUISSES D'OUTRE-MER

10-11. VOYAGE AU BOUT D'UN SMILE :-(

12. LA DETTE PUBLIQUE ET LES MARCHÉS

13. LES ARCHIVES D'ATTAC SUISSE DÉPOSÉES AUX ARCHIVES CONTESTATAIRES À GENÈVE

14. DIE STAATSVERSCHULDUNG UND DIE MÄRKTE

15. ARCHIVE VON ATTAC SCHWEIZ IM ARCHIVES CONTESTATAIRES IN GENF DEPONIERT

Alors que les grandes multinationales continuent de détruire la planète en prétendant la sauver, il y a fort à douter que la finance et les grandes entreprises soient véritablement les mieux placées pour investir dans la lutte contre le changement climatique et la transition énergétique.
On peut constater que beaucoup d'entreprises intensifient leur «reverdissage» trompeur pour contrer toute mesure visant à réglementer leurs émissions de gaz à effet de serre. Après avoir passé cinq ans à ne rien faire pour atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris de 2015, des dizaines de grands pollueurs comme Nestlé et Shell prennent aujourd'hui des engagements «zéro net» dans l'unique but de redorer leur image et camoufler leurs efforts insuffisants en la matière.

Si la Suisse pourrait sembler davantage épargnée par la crise engendrée par la pandémie, cette dernière n'est pas sans conséquences sur le plan économique, social et écologique chez nous et partout dans le monde. Entreprises endettées, suppression d'emplois, creusement des inégalités à travers l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres. De plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une taxation des plus grandes fortunes pour contrebalancer les effets de la crise et éviter une explosion de la dette publique de nombreux pays.
Dans ce contexte, la lutte contre la fraude fiscale reste un enjeu majeur des années à venir. Elle est devenue un fléau mondial contribuant à l'augmentation des inégalités et à la dégradation des services publics.

Dans ce nouveau numéro, attac vous réserve une série d'articles inédits qui examinent diverses thématiques actuelles peu abordées ou pas assez. Pandora Papers, marchés des dettes, digitalisation du monde, pratiques scandaleuses des multinationales.

Voilà le programme pour ce début d'année. Il y a donc de quoi lire mais surtout de quoi se sentir révolté.e.

Während die großen multinationalen Konzerne weiterhin den Planeten zerstören und vorgeben, ihn zu retten, muss man sich fragen, ob es wirklich die Finanzwelt und die großen Unternehmen sind, die besten Voraussetzungen für Investitionen in den Kampf gegen den Klimawandel und für die Energiewende haben. Man sieht, dass viele Unternehmen ihre irreführende „Begrünung" intensivieren, um jeglichen Maßnahmen zur Regulierung ihrer Treibhausgasemissionen entgegenzuwirken. Nachdem sie fünf Jahre lang nichts unternommen haben, um die im Pariser Abkommen von 2015 festgelegten Ziele zu erreichen, gehen nun Dutzende von großen Umweltverschmutzern wie Nestlé und Shell „Netto-Null"-Verpflichtungen ein, nur um ihr Image aufzupolieren und ihre unzureichenden Bemühungen in diesem Bereich zu verschleiern.

Auch wenn die Schweiz von der durch die Pandemie verursachten Krise scheinbar verschont geblieben ist, hat diese hierzulande und weltweit wirtschaftliche, soziale und ökologische Folgen. Verschuldete Unternehmen, Arbeitsplatzabbau, wachsende Ungleichheit durch die Bereicherung der Reichsten und die Verarmung der Ärmsten. Immer mehr Stimmen sprechen sich für eine Besteuerung der größten Vermögen aus, um die Auswirkungen der Krise auszugleichen und eine Explosion der Staatsverschuldung in vielen Ländern zu verhindern. In diesem Zusammenhang bleibt die Bekämpfung der Steuerhinterziehung eine der größten Herausforderungen der kommenden Jahre. Sie ist weltweit ein enormes Problem, das zur Zunahme von Ungleichheiten und zur Verschlechterung der öffentlichen Dienstleistungen beiträgt.

In dieser neuen Ausgabe bietet Ihnen attac eine Reihe unveröffentlichter Artikel, die sich mit verschiedenen aktuellen Themen befassen, die unserer Meinung nach noch zu wenig beachtet werden. Pandora Papers, Schuldenmärkte, Digitalisierung der Welt, skandalöse Praktiken multinationaler Konzerne. Das ist das Programm für den Jahresbeginn. Einiges zum Lesen, und vor allem um sich zu empören.

Fiscalité

PANDORA PAPERS, UNE BOÎTE SANS FOND ET SANS FIN

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a révélé une fois de plus des documents confidentiels provenant de paradis fiscaux. Ces documents montrent concrètement comment des individus très riches, et parfois des criminels, cachent leur fortune. Malgré les promesses de nombreux dirigeants politiques de lutter contre le blanchiment d'argent, ces pratiques persistent. La Suisse figure parmi l'un des acteurs importants et veut le rester.

Offshore Leaks en 2013, Luxleaks en 2014, Swissleaks en 2015, Panama Papers et Bahamas Leaks en 2016, Malta Files et Paradise Papers en 2017 et voilà, en octobre 2021, une nouvelle fuite baptisée cette fois Pandora Papers. Elle consiste en quelque 12 millions de documents confidentiels issus de 14 prestataires de services offshore. Le plus souvent il s'agit de sociétés-écrans, situées dans des paradis fiscaux tels que Panama, Dubaï ou les îles Vierges, créées dans le but d'évasion fiscale. Les documents les plus récents datent de 2020. Parmi les personnes impliquées, on compte plus de 300 politiciens et hauts fonctionnaires de quelque 90 pays, dont 35 chefs d'État présents ou passés. Y figurent entre autres les noms du Premier ministre tchèque, du président ukrainien, du roi de Jordanie ou encore de l'ancien président ultra riche du Chili Piñera.

Après les Panama Papers, fuite qui avait fait scandale en 2016, de nombreux politiciens avaient clamé haut de fort de vouloir faire le ménage. La Suisse prétendait même être devenue un élève modèle dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Les Pandora Papers montrent qu'il n'en est rien. En effet, des documents prouvent comment de très nombreuses structures offshore sont créées depuis la Suisse. Si, aujourd'hui, les banques sont en principe tenues de s'intéresser à la provenance des fonds qu'elles gèrent, tel n'est pas le cas des conseillers financiers, fiduciaires ou avocats. Ces prestataires de services financiers peuvent conseiller leurs clients en toute discrétion et créer notamment des sociétés-écrans dans des paradis fiscaux, ce qui permet de cacher le nom du propriétaire. C'est une pratique légale pour autant qu'aucun compte ne se trouve dans une banque en Suisse. Des documents fuités montrent par exemple que parmi les 20'000 sociétés-écran gérées par un cabinet d'avocats au Panama, environ un tiers avaient des liens avec des prestataires financiers de Suisse. Autre exemple : le cas du roi de Jordanie qui avait acheté des villas aux États-Unis et au Royaume-Uni pour une valeur d'environ 100 millions de dollars. Pour ce faire, il a eu recours aux services d'un conseiller financier installé dans le canton de Vaud. Les villas sont ainsi propriété de sociétés-écrans situées dans des paradis fiscaux et le nom du vrai propriétaire n'apparaît pas.

Une récente révision de la loi sur le blanchiment, proposée par le Conseil fédéral, prévoyait entre autres de mieux encadrer ces prestataires financiers. Le parlement n'en a cependant pas voulu. En effet, votée en mars 2021, les modifications de cette loi ne permettent toujours pas d'inclure des prestataires autres que les banques. Des avocats notamment ne voulaient pas être soumis à la loi sur le blanchiment d'argent. Un des arguments était que l'obligation de signaler aux autorités des cas de soupçon de blanchiment serait contraire à leur secret professionnel. Une fois de plus, la Suisse fait tout pour continuer à rendre service aux riches le plus longtemps possible. Le GAFI (groupe intergouvernemental de lutte contre le blanchiment) demande à la Suisse depuis 2009 déjà de mieux réglementer les activités de ces intermédiaires.

Christine Dellsperger

Besteuerung

PANDORA PAPERS, EINE BÜCHSE OHNE BODEN UND OHNE ENDE

Das Internationale Konsortium Investigativer Journalisten (ICIJ) hat wieder einmal vertrauliche Dokumente aus Steueroasen aufgedeckt. Diese Dokumente zeigen konkret, wie sehr reiche Einzelpersonen und manchmal auch Kriminelle ihr Vermögen verstecken. Trotz der Versprechen vieler Politiker, gegen Geldwäscherei vorzugehen, bestehen diese Praktiken weiterhin. Die Schweiz ist ein wichtiger Akteur in diesem Bereich und will es auch in Zukunft bleiben.

Offshore Leaks im Jahr 2013, Luxleaks 2014, Swissleaks 2015, Panama Papers und Bahamas Leaks 2016, Malta Files und Paradise Papers 2017 und nun, im Oktober 2021, gibt es ein neues Leck, diesmal genannt Pandora Papers. Es besteht aus rund 12 Millionen vertraulichen Dokumenten von 14 Offshore-Dienstleistern. Meist handelt es sich dabei um Briefkastenfirmen in Steuerparadiesen wie Panama, Dubai oder den Jungferninseln, die zum Zweck der Steuerhinterziehung gegründet wurden. Die jüngsten Dokumente stammen aus dem Jahr 2020. Unter den beteiligten Personen findet man mehr als 300 Politiker und hochrangige Beamte aus rund 90 Ländern, darunter 35 aktuelle oder ehemalige Staatsoberhäupter. Zu den genannten Namen gehören unter anderem der tschechische Premierminister, der ukrainische Präsident, der jordanische König und der ehemalige ultrareiche chilenische Präsident Piñera.

Nach den Panama Papers, einem Datenleck, das 2016 einen Skandal auslöste, hatten viele Politiker lauthals verkündet, dass sie aufräumen wollten. Die Schweiz behauptete sogar, sie sei zu einer Musterschülerin im Kampf gegen die Geldwäscherei geworden. Die Pandora Papers zeigen, dass dies nicht der Fall ist. Dokumente belegen nämlich, dass viele Offshore-Strukturen von der Schweiz aus geschaffen werden. Während die Banken heute grundsätzlich verpflichtet sind, sich für die Herkunft der von ihnen verwalteten Gelder zu interessieren, ist dies nicht der Fall für Finanzberater, Treuhänder oder Rechtsanwälte. Diese Finanzdienstleister können ihre Kunden diskret beraten und zum Beispiel Briefkastenfirmen in Steueroasen gründen und so die Namen des Eigentümers verschleiern. Dies ist im Prinzip legal, solange sich kein Konto bei einer Bank in der Schweiz befindet. Geleakte Dokumente zeigen zum Beispiel, dass von den 20 000 Briefkastenfirmen, die von einer Anwaltskanzlei in Panama verwaltet wurden, etwa ein Drittel Verbindungen zu Finanzdienstleistern in der Schweiz hatte. Ein weiteres Beispiel ist der Fall des jordanischen Königs, der Villen in den USA und im Vereinigten Königreich im Wert von rund 100 Millionen Dollar erworben hatte. Dabei nahm er die Dienste eines Finanzberaters mit Sitz im Kanton Waadt in Anspruch. Die Villen sind somit Eigentum von Briefkastenfirmen in Steuerparadiesen, und der Name des wahren Besitzers erscheint nicht.

Die FATF (Zwischenstaatliche Gruppe zur Bekämpfung der Geldwäscherei) fordert die Schweiz bereits seit 2009 auf, die Aktivitäten dieser Finanzdienstleister besser zu überwachen. Eine kürzlich vom Bundesrat vorgeschlagene Revision des Geldwäschereigesetzes sah unter anderem eine bessere Regulation dieser Dienstleistungen vor. Doch das Parlament wollte davon nichts wissen. Die im März 2021 verabschiedeten Änderungen des Gesetzes erlauben es immer noch nicht, auch andere Dienstleister als Banken einzubeziehen. Vor allem Rechtsanwälte wollten nicht dem Geldwäschereigesetz unterstellt werden. Ein Argument war, dass die Verpflichtung, den Behörden Verdachtsfälle von Geldwäscherei zu melden, gegen ihr Berufsgeheimnis verstoßen würde. Wieder einmal tut die Schweiz alles, um den Reichen so lange wie möglich zu dienen.

Christine Dellsperger

Corruption

LE GOUVERNEMENT DES « MEILLEURS » OU COMMENT MARIO DRAGHI, EX PRÉSIDENT DE LA BCE, EST ARRIVÉ AU POUVOIR EN ITALIE IL Y A UNE ANNÉE.

Un gouvernement de centre gauche, guidé par Giuseppe Conte déplaisait aux forces de la droite, patronat et grands groupes, qui décident de s'en débarrasser avant que n'arrivent en Italie les milliards du *Recovery Found*, le Fond européen de relance.

Le gouvernement de Conte était la cible quotidienne des critiques de tous les journaux et télévisions : un véritable lynchage médiatique. Au mois de juillet 2020 Giuseppe Conte avait pourtant obtenu de Bruxelles 209 milliards d'euros, la plus grande tranche du Fond européen (750 milliards), destiné à soutenir les économies des Pays les plus touchés par la pandémie de la Covid-19. Ce fond, financé avec les Eurobonds, c'est-à-dire avec une dette commune payée avec les impôts de tous les citoyen. ne.s européen.ne.s, est garanti par l'UE.

Matteo Renzi, à la tête d'une scission –de droite- du Parti démocratique *Italia viva*, décide de se retirer de la coalition au pouvoir et provoque la chute du gouvernement. Cette manœuvre est soutenue par les groupes industriels, financiers et éditoriaux italiens, depuis toujours hostiles au gouvernement en place.

Sergio Mattarella, le Président de la République, appelle alors Mario Draghi, l'Italien le plus célébré parmi les élites internationales, pour former un gouvernement de coalition, un gouvernement qui devait être des « Meilleurs ». Ni les partis, ni le Parlement, ni l'opinion publique n'ont été entendus pendant la mise sur pied de ce gouvernement, qui est l'œuvre de deux hommes : Mattarella et Draghi.

D'abord à la tête de *Banca Italia* et ensuite de la BCE, Draghi, plus que tout autre, a représenté du point de vue financier et économique, et donc aussi politique, les décisions antisociales et impopulaires qui ont dévasté l'Europe ces 30 dernières années : précarité dans le monde du travail, privatisation des services publics, politiques d'austérité, pouvoir de la finance, attaques contre les retraites, coupes budgétaires dans l'instruction, la recherche et la santé.

Tous les partis ont répondu à l'appel sauf Fratelli d'Italia, le parti d'extrême droite de Giorgia Meloni et le petit parti de gauche *Sinistra Italiana*.

Le choix des ministres a été réalisé en pratiquant une sélection minutieuse dans chaque parti politique : ont été nommés les politiciens les plus « modérés », les moins « dangereux » pour la mise en place de la nouvelle politique.

Dans ce nouveau gouvernement, il y a un nombre préoccupant de lobbyistes, de gens qui ont des conflits d'intérêt et de gens peu présentables ; le barycentre se déplace nettement vers la droite avec le retour au gouvernement de *Lega* et de *Forza Italia* (les partis de Salvini et de Berlusconi). Tous les secteurs des classes dominantes sont présents et peuvent ainsi se partager la manne du *Recovery Found*.

Les postes importants déterminant l'orientation économique et chargés de distribuer l'argent du Fond européen sont occupés par des « hors partis », aux idées les plus libérales. Une promesse à la clé : l'entreprise privée sera au coeur de la relance économique et les financements iront aux entreprises performantes sur le marché !

Ce gouvernement pose de graves questions démocratiques, il n'a pratiquement pas d'opposition politique et il a tous les médias de son côté : Draghi y apparaît comme l'*Homme providentiel*, le *Meilleur*, le *Sauveur* de l'Italie : un bel exemple de l'indépendance des médias italiens !

Le « miracle » par lequel le « Gouvernement des miracles » a été mis sur pied il y a une année d'une façon non rituelle et extraparlementaire n'a pas eu lieu. Il aurait dû entre autre stabiliser le monde politique avec la « Grande Coalition ». Après une année de ce gouvernement, le monde politique italien apparaît en très mauvais état, bien pire qu'avant ; la guerre de tous contre tous s'est radicalisée. Mais le risque d'une « explosion » des partis aux élections de 2023 n'inquiète pas trop une partie de la grande bourgeoisie italienne qui vit toujours plus de rente et s'internationalise. Elle s'intéresse donc moins de près à l'arène politique, ses intérêts stratégiques se trouvent à l'étranger. Tout ce qu'elle demande à l'Italie c'est de ne pas nuire à ses intérêts. Il y a la conviction chez beaucoup que quiconque aille au gouvernement ne pourra déranger les rentes des élites, car il sera bloqué par les contraintes imposées par l'UE.

En Italie les marchés - le pouvoir économique - dominent le jeu politique à travers l'*état d'exception permanent*, décrété toujours pour des raisons économiques. La mise à mort du gouvernement Conte marque en effet le triomphe des forces qui veulent vider la démocratie par sa substitution avec un état d'exception permanent de type économique.

Il se peut que l'Italie soit maintenant un laboratoire politique d'un nouveau modèle de gouvernance pour faire face à la gestion de plus en plus difficile des tensions sociales. En effet, les classes populaires subissent actuellement les réformes réclamées depuis longtemps par le patronat italien et imposées par Bruxelles en contrepartie de l'envoi des milliards du Fond européen.

Au début de cette année une grève générale a été déclenchée par trois importants syndicats… Souhaitons qu'en 2022 un vaste mouvement social voie le jour et puisse s'opposer efficacement aux politiques néolibérales.

Tina Leoni Joye

Korruption

DIE REGIERUNG DER „BESTEN", ODER WIE DER EHEMALIGE EZB-PRÄSIDENT MARIO DRAGHI VOR EINEM JAHR IN ITALIEN AN DIE MACHT KAM.

Eine Mitte-Links-Regierung unter der Führung von Giuseppe Conte missfiel der Rechten, den Arbeitgebern und den Grosskonzernen, welche beschlossen, sich ihrer zu entledigen bevor die Milliarden des *Recovery Founds*, des Europäischen Wiederaufbaufonds, in Italien eintreffen.

Die Regierung Conte diente Tag für Tag als Zielscheibe der Kritik aller Zeitungen und Fernsehsender : ein richtiggehender medialer Totschlag. Im Juli 2020 erhielt Giuseppe Conte jedoch 209 Milliarden Euro aus Brüssel, die grösste Tranche des 750 Milliarden Euro schweren Europäischen Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft der am stärksten von der Covid-19-Pandemie betroffenen Länder. Dieser mit Eurobonds, d. h. mit einer gemeinsamen, von den Steuern aller europäischen Bürger getragenen Schuld finanzierte Fonds, wird von der EU garantiert.

Matteo Renzi, an der Spitze von *„Italia Viva"*, einer rechtsgerichteten Abspaltung der Demokratischen Partei, zog sich aus der Regierungskoalition zurück und brachte damit die Regierung zum Sturz. Dieses Manöver wurde von den der amtierenden Regierung seit jeher feindlich gesinnten italienischen Industrie-, Finanz- und Verlagsgruppierungen unterstützt.

Staatspräsident Sergio Mattarella übertrug daraufhin Mario Draghi, dem von den internationalen Eliten am meisten gefeierten Italiener, die Bildung einer Koalitionsregierung als einer „Regierung der Besten". Weder die Parteien, noch das Parlament, noch die öffentliche Meinung wurden während der Zusammenstellung dieser Regierung angehört. Sie war das Werk zweier Männer : Mattarellas und Draghis.

Anfänglich an der Spitze der *Banca d'Italia* und dann der Europäischen Zentralbank (EZB) vertrat daraufhin Draghi finanziell, wirtschaftlich und somit auch politisch mehr als jeder andere die unsozialen und unpopulären Entscheidungen, die Europa während der letzten 30 Jahren verwüstet haben : prekäre Arbeitsverhältnisse, Privatisierung der öffentlichen Dienste, Sparpolitik, Macht der Finanzwelt, Angriffe auf die Renten, Kürzungen im Bildungs-, Forschungs- und Gesundheitsbereich.

Alle Parteien ausser *Fratelli d'Italia* (die rechtsextreme Partei Giorgia Melonis) und der kleinen Linkspartei *Sinistra Italiana* folgten dem Aufruf.

Die Auswahl der Minister geschah durch eine sorgfältige Selektion innerhalb jeder politischen Partei. Es wurden die „gemässigsten" und für die Umsetzung der neuen Politik „ungefährlichsten" Politiker ernannt.

Im ersten und auch im zweiten Rang dieser neuen Regierung findet man eine bedenkliche Anzahl von Lobbyisten, Personen mit Interessenkonflikten und schlecht präsentablen Leuten. Mit der Rückkehr an die Regierung der *Lega* und der *Forza Italia*, der Parteien Salvinis und Berlusconis, hat sich der Schwerpunkt deutlich nach rechts verlagert. So sitzen jetzt alle Sektoren der herrschenden Klassen am Tisch um den Geldsegen des Recovery Found unter sich aufzuteilen.

Die wichtigen für die wirtschaftliche Ausrichtung entscheidenden und für die Verteilung der Gelder aus dem EU-Fonds zuständigen Posten fallen „Parteiunabhängigen" zu, die sich den liberalsten Ideen verpflichten. Sie sind Draghi ergeben, der von vornherein verspricht, die Privatunternehmer in den Mittelpunkt des Wirtschaftsaufschwungs zu stellen und Finanzierungen vorwiegend den auf dem Markt erfolgreichen Unternehmen zukommen zu lassen.

Diese Regierung wirft ernste demokratische Fragen auf. Praktisch ohne politische Opposition hat sie alle Medien auf ihrer Seite, und dort erscheint Draghi als der *Mann der Vorsehung*, der *Beste*, der *Retter Italiens* : ein treffendes Beispiel für die Unabhängigkeit der italienischen Medien.

Das „Wunder" für das die „Wunderregierung" vor einem Jahr ohne Zeremoniell ausserparlamentarisch gebildet wurde, hat nicht stattgefunden. Die „Grosse Koalition" hätte unter anderem die Politik stabilisieren sollen. Nach einem Jahr dieser Regierung befindet sich das politische Umfeld Italiens in einem bedauerlichen Zustand, schlimmer als zuvor ; der Krieg aller gegen alle hat sich radikalisiert. Aber die Gefahr einer „Explosion" der Parteien anlässlich der Wahlen von 2023 beunruhigt einen Teil der italienischen Grossbourgeoisie nur wenig, da diese zunehmend von Renten lebt und sich internationalisiert. Sie interessiert sich daher nicht so eingehend für den politischen Kampfplatz, denn ihre strategischen Interessen liegen im Ausland, und von Italien verlangt sie nur, ihren Interessen nicht zu schaden. Viele sind überzeugt, dass keiner, der in die Regierung gelangt, die Renten der Eliten zu stören vermag, denn die von der EU auferlegten Zwänge werden ihn daran hindern.

In Italien beherrschen die Märkte - die Wirtschaftsmacht - das politische Spiel durch den *permanenten Ausnahmezustand*, der immer aus wirtschaftlichen Gründen verhängt wird. Die Tötung der Regierung Conte markiert in der Tat den Triumph der Kräfte, welche die Demokratie aushöhlen wollen, indem sie sie durch einen permanenten wirtschaftsbedingten Ausnahmezustand ersetzen.

Vielleicht ist Italien nunmehr ein politisches Laboratorium für ein neues Regierungsmodell, das dem immer schwierigeren Umgang mit sozialen Spannungen gewachsen sein soll. In Wirklichkeit erleidet derzeit die Arbeiterklasse die Reformen, welche von den italienischen Arbeitgebern seit langem gefordert sowie jene die neu von Brüssel als Gegenleistung für die Milliarden aus dem Europäischen Fonds auferlegt wurden.

Zu Anfang dieses Jahres haben drei grosse Gewerkschaften einen Generalstreik ausgerufen… Hoffen wir, dass 2022 eine breite soziale Bewegung entsteht, die sich der neoliberalen Politik wirksam widersetzen kann.

Tina Leoni Joye

TERRES SUISSES D'OUTRE-MER

Les traders domiciliés en Suisse possèdent de gigantesques territoires agricoles à l'étranger qu'ils cultivent souvent sans égard pour les populations locales et la nature

Des superficies de plantations équivalentes à près de sept fois les terres arables de la Suisse. C'est ce que quatorze des principaux négociants en matières premières basés en Helvétie contrôlent dans des pays du Sud, comme le Brésil, le Cameroun et le Laos.

C'est le résultat d'une nouvelle enquête de Public Eye, ONG qui surveille de près depuis 2011 le secteur des matières premières, dont la Suisse est devenue la première place mondiale depuis une quinzaine d'années[1]. Ainsi, des traders qui opèrent principalement depuis Genève ou Zoug tels que Cargill, Cofco ou LDC ont la haute main sur au moins 2,7 millions d'hectares dans 561 plantations de 24 pays. Canne à sucre, huile de palme, céréales, oléagineux et caoutchouc tiennent le haut du pavé.

Cette mainmise s'accompagne souvent de violations des droits humains, d'atteintes à l'environnement et prive les populations locales de leurs moyens de subsistance. « La concurrence pour la terre entre les multinationales de l'agro-industrie et les communautés locales augmente alors que ces dernières ont un besoin vital de ces ressources », détaille Silvie Lang, responsable du dossier chez Public Eye. Un accaparement des terres (land grabbing) qui a explosé depuis la crise financière de 2008 et qui est aussi régulièrement dénoncé pour sa dimension néocoloniale.

En tant qu'hôte de ces géants de l'agronégoce, la Suisse aurait une responsabilité toute particulière pour réglementer leurs activités dans ce secteur à risque, mais elle n'en prendrait pas le chemin. Publiée il y a quinze jours, l'ordonnance du Conseil fédéral sur l'application du contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables n'imposerait presque aucune obligation à ces dernières.

Dépossédés sans compensation

Pourtant, expulsions de populations, déforestations illégales, dégâts environnementaux seraient légion autour des plantations contrôlées par les traders helvétiques. En coopération avec ses partenaires de la société civile locale, Public Eye a documenté dix cas problématiques dans neuf pays. Ils sont présentés sur une carte interactive constellée de petits drapeaux suisses où sont recensés de nombreux autres « territoires suisses d'outre-mer »[2].

En Ouganda, les 4000 personnes expulsées de force il y a vingt ans pour faire place nette à une plantation de café aux mains du groupe allemand Neumann Kaffee (NKG) attendent toujours une indemnisation digne de ce nom. « La filiale suisse de NKG, qui gère non seulement le négoce de café vert mais aussi les plantations – y compris en Ouganda –, a une part de responsabilité à assumer », estime Public Eye.

De même, 52 familles d'agricultrices et d'agriculteurs auraient perdu leurs moyens de subsistance sur le plateau du Boloven au Laos au bénéfice du trader Olam, qui dispose d'un de ses principaux départements de négoce en Suisse. Histoire similaire en Tanzanie, où nombre d'habitants assurent, selon l'association allemande Misereor, avoir été dépossédés de 2000 hectares par Olam qui cultive des caféiers sur leurs terres. En 2015, mille personnes œuvraient dans ces plantations dans des conditions de travail déplorables, privées d'accès à l'eau, à une nourriture décente, et exposées à l'épandage de pesticides dangereux, selon l'ONG.

Une autorité de surveillance ?

Au Brésil aussi, en plus de l'accaparement des terres, les pesticides posent des problèmes insolubles dans les plantations de canne à sucre. Le négociant Biosev, propriété jusqu'à peu du groupe suisse Louis Dreyfus, n'a toujours pas réparé les destructions environnementales occasionnées sur et autour de vastes étendues de terres qu'il exploitait illégalement dans la région de Lagoa da Prata.

Au Cambodge, enfin, l'expulsion des autochtones qui a eu lieu en 2008 sous la responsabilité de Socfin pour y exploiter le caoutchouc n'aurait pas encore abouti à une réparation. Un processus de médiation entre la firme et les communautés, initié en 2017 et cofinancé par la Suisse, devait finalement permettre de trouver une solution à l'amiable. Mais « les personnes concernées sont insatisfaites de la procédure totalement opaque et globalement inutile », indique Public Eye, relayant les rapports de plusieurs autres ONG. Pain pour le prochain et Alliance Sud avaient pour leur part dénoncé en octobre les pratiques d'évasion fiscale agressive de Socfin au Cambodge à destination de Fribourg, qui privent ce pays de précieuses ressources[3].

Ce nouveau dossier donne toujours plus d'arguments à Public Eye pour réclamer une action déterminée des autorités fédérales. Les mannes financières apportées par les traders en Suisse entraîneraient une responsabilité correspondante :

« Le Conseil fédéral reconnaît certes officiellement que le secteur des matières premières est confronté à des défis à prendre au sérieux, notamment en matière de droits humains, mais il continue de miser principalement sur la bonne volonté des entreprises à assumer leurs responsabilités. » Regrettant l'échec de l'initiative pour des multinationales responsables, l'ONG recommande à nouveau la création d'une autorité de surveillance du secteur des matières premières (Rohma), proposée en 2014 déjà[4]. Celle-ci s'inspirerait de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma), créée en 2009 sous la pression internationale.

Christophe Koessler

(Paru dans « Le Courrier », 17-19 décembre 2021)

[1] Plus de 50% des céréales, 40% du sucre et 30% du café et cacao négociés dans le monde le sont par des sociétés helvétiques, selon Public Eye. En 2019, l'ONG avait déjà publié une étude sur les abus en matière de droits humains commis chez des fournisseurs des négociants agricoles, « Agricultural Commodity Traders in Switzerland : Benefitting from Misery ? »

[2] www.plantations-suisses.ch/

[3] www.alliancesud.ch/fr/politique/politique-fiscale-et-financiere/politique-fiscale/ la-culture-de-liniquite-fiscale

[4] www.publiceye.ch/fr/thematiques/ negoce-de-matieres-premieres/rohma

KAWERI COFFEE
EADQUARTERS
DRY MILL

VOYAGE AU BOUT D'UN SMILE :-(

Le fonctionnement d'Internet révèle son usage incontrôlé de matières premières et sa consommation croissante d'énergie. Le « green IT » est une vaste escroquerie. Les perspectives climatiques sont donc catastrophiques en continuant de suivre ce modèle. Un nouveau cours est nécessaire.

Selon certaines estimations, l'écosystème numérique consomme 10% de l'électricité mondiale (2% en 2001). Soit le troisième consommateur planétaire, derrière la Chine et les USA. Comme l'électricité est aujourd'hui produite à 35% par du charbon, cela équivaut à environ 4% des émissions de gaz à effet de serre. Ce qui donne entre 15 millions et 25 millions de tonnes équivalent de dioxyde de carbone (CO2) par an, son empreinte carbone représentant deux fois celle du transport civil aérien.

La contribution de l'écosystème numérique aux émissions de gaz à effet de serre (GES) est d'environ 4% et a doublé depuis 2007, avec une croissance de 9% par an. Aucun autre secteur économique n'a connu une telle croissance...
Le GeSI (association d'entreprises industrielles) prévoyait en 2008 de réduire 5 à 7 fois son empreinte énergétique. En 2020, le numérique n'a rien fait gagner. Il a seulement facilité la croissance économique sans alléger le bilan écologique. Bien que l'efficacité énergétique des machines ait été multipliée des milliards de fois, les conséquences prévisibles sur l'évolution du climat apparaissent donc catastrophiques.

Pourquoi ce coût énergétique ?

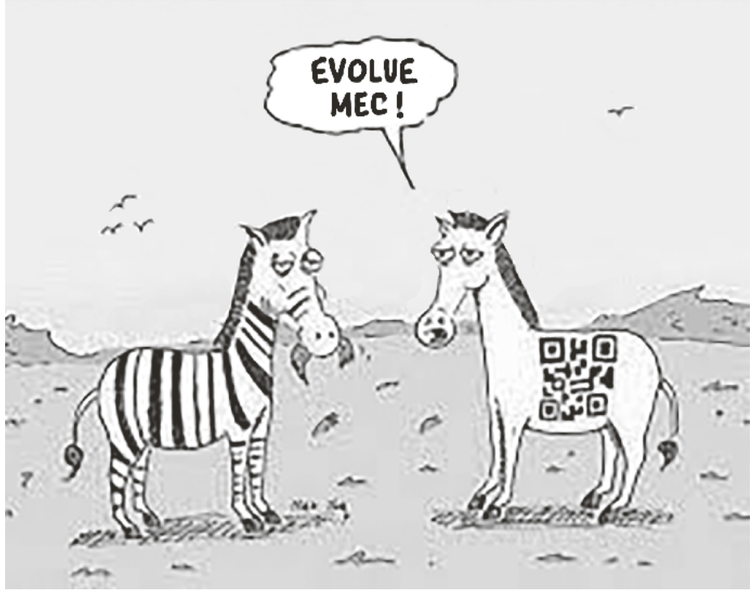
Le fonctionnement de ce système mondial de communication présente une complexité méconnue. Pour beaucoup d'utilisateurs de périphériques (ordinateurs et surtout téléphones portables), cela semble très simple. Une connexion Wi-Fi vers des antennes invisibles et le tour semble joué. Les écrans affichent une proximité trompeuse. Le développement des technologies numériques ont provoqué un malentendu. La simplicité d'utilisation cache une grande complexité de fonctionnement. Non seulement les données voyagent sur des milliers ou des dizaines de milliers de kilomètres, mais elles nécessitent une infrastructure complexe pour y être transportées.
Derrière les antennes, des millions de câbles en métal (vestiges de l'ancien réseau téléphonique fixe) et surtout des millions de câbles en fibre optique transportent les données et les informations numériques. Cette infrastructure câblée passe régulièrement par des aiguillages numériques, qui trient et envoient ces données vers les bonnes destinations, comme sur un réseau ferroviaire. Ces aiguillages transforment aussi les signaux physiques (courant en lumière, et vice-versa), les contrôlent et les codent.
La consommation énergétique pour faire fonctionner ce réseau de transport est gigantesque, tout comme son entretien et sa surveillance. Ce n'est pas de l'énergie grise. La planète n'est pas seulement parcourue par des routes maritimes ou aériennes. Désormais, les fonds des océans sont tapissés par de multiples câbles de fibres optiques, qui assurent le transport des informations, dont la croissance est plus qu'exponentielle.

Un « cloud » d'émissions de CO2

Après ces transits planétaires, vous arrivez dans d'autres structures informatiques. Ce sont les centres de données, où les informations sont traitées et emmagasinées. Les grandes entreprises d'internet comme les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) ont construit ces infrastructures d'abord pour leurs propres besoins de stockage. Comme l'usage de leurs applications et le nombre d'utilisateurs.trices étaient toujours croissants, cela leur a donné un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises d'informatique historiques (IBM, Oracle) pour proposer des infrastructures de services à d'autres entités, privées ou publiques. Cette délocalisation a produit le fameux « cloud », présenté à tort comme une forme « dématérialisée » de l'informatique. Rien de plus faux. Simplement les machines ne se trouvent plus sur un territoire proche, mais dans de gigantesques usines électroniques, principalement en Asie et aux États-Unis. Ces infrastructures sont très gourmandes en électricité, car il faut alimenter en courant des millions de puces, et les refroidir pour qu'elles continuent à fonctionner en permanence.
Le cryptage, introduit d'abord pour des motifs de sécurité, a encore augmenté le nombre de calculs à effectuer.
Par exemple, les images d'une vidéo-conférence, les vidéos enregistrées, les films téléchargés sont codés et cryptés sur votre périphérique, mais aussi sur les serveurs qui les accueillent.
La pollution carbone digitale est donc colossale, et ne se réduit pas à la fabrication et à l'usage des périphériques. Son fonctionnement global consomme 10% de l'électricité produite dans le monde, en croissance de 5 à 7% par année actuellement. L'envoi d'un simple « like » nécessite le déploiement d'une des plus grandes infrastructures jamais édifiée dans une société, comparable par sa densité au réseau routier mondial.

Les moyens publicitaires colossaux

La publicité est un des moteurs de ce nouveau modèle économique. Les budgets se déplacent vers le web. A l'échelle mondiale, cela représente aujourd'hui 600 milliards de US$, contre 400 milliards en 2011. Aux USA, cela représente 245 milliards US$, dont 100 milliards sur internet. Au niveau mondial, c'est le modèle Google qui aspire 125 milliards de US$.
La digitalisation représente une part croissante des secteurs économiques. Aspirateur de capitaux, cela représentait en 2017 7000 milliards pour les grandes entreprises, 67% de plus qu'en 2015. Les profits sont faramineux, 20 dollars gagnés pour un dollar investi, ce qui fait dire à certains que du point de vue de la rentabilité, le numérique est le pétrole du XXIème siècle.
Plus inquiétantes sont les prévisions. Cisco (fabricant d'équipements de réseaux) prévoit le triplement du volume de données entre 2017 et 2022, le mobile représenterait 71% du trafic. La vidéo représente 80% de ce trafic, dont 17% en live et 2-3% en vidéosurveillance.
Parmi les principaux flux, les sources des images sont le suivantes : netflix 15%, youtube 11.4%, Amazon 3.7% Playstation 2.7%. Alors que le web « classique » (ou historique) ne représente plus que 7.3%,



le fonctionnement et la nature d'internet sont bouleversés.
Le trafic des jeux en ligne passeraient de 1 à 4% en 2022. Des compagnies comme Microsoft, Amazon et Google s'intéressent à augmenter ce marché et attirer des milliards de nouveaux utilisateurs.trices. Or, le jeu sur le cloud est très consommateur de ressources énergétiques et de transport.

L'intelligence digitale au service de quoi ?

La voiture autonome ou connectée produirait une quantité gigantesque d'informations, estimées à 2 millions de fois la consommation ordinaire d'un utilisateur en 2020. La majorité de ces données, indispensables au bon fonctionnement de ce système complexe, seraient des images vidéo et les mesures de télémétrie par laser. Cette voiture ne serait donc pas très « autonome » et nécessiterait non seulement une infrastructure de transport de données très dense (réseau 5G), mais aussi des infrastructures pour traiter et stocker ces données. Seule la publicité contient du vert.
Dans les projets de « smart city », la sobriété est toujours au service de la croissance, avec principalement un impact positif sur la performance économique globale. Par exemple UPS, a optimisé ses déplacements avec le GPS, mais avec 350'000 livraisons supplémentaires par an. Les gains sur le carburant ont été donc réinvestis dans des trajets supplémentaires. La situation est similaire pour les société de e-commerce. Quel progrès !
Le pacte vert de l'UE visant la neutralité carbone en 2050 et 50% de réduction d'ici 2030 vise une relance écologique par la création d'un marché « vert » ou verdâtre. Derrière la foi dans la technologie et l'efficacité numérique se dessine un plan de relance de la consommation des plus classiques et des plus énergivores.

Quelques pistes pour avancer

Il s'agirait en premier lieu de bloquer les grands projets inutiles et nocifs, en renonçant aux applications voraces en ressources de trafic et de calcul, et en proposant des alternatives. Car aujourd'hui les politiques publiques favorisent les genres de vie poussés par les géants du numérique. Il s'agit donc de renoncer aux réseaux 5G, aux véhicules autonomes et aux objets connectés en général, notamment dans les domaines domestique et logistique.
Afin de limiter les nuisances des grandes sociétés numériques (GAFAM), il faudrait une interdiction de la publicité sur Internet afin d'affaiblir leur modèle économique.
Un service de messagerie public et universel devrait être mis en place au service de toute la population pour offrir une alternative aux GAFAM et permettre aussi la visibilité de la consommation énergétique. Il s'agirait également de mettre à disposition une infrastructure publique dans le but d'initier une maîtrise sur l'usage social du numérique, avec transparence et débats publics de ses besoins et de son évolution.
Dans le domaine de l'éducation, il faudrait renoncer à la numérisation générale de l'enseignement. En effet, il est contradictoire d'avoir des objectifs de réduction de l'empreinte écologique et introduire ces technologies massivement dans les écoles. La recherche technologique devrait favoriser l'innovation sobre et décroissante, en termes d'usage de matériel et d'énergie.

Finalement, dans les débats pour réglementer l'activité des GAFAM, la question énergétique va apparaître comme de plus en plus cruciale. Ce biais semble plus pertinent que les codes déontologiques ou les jugements moraux pour réguler les activités des réseaux sociaux et numériques. Le recours à l'e-commerce, la réalité virtuelle, les jeux en ligne, la culture du téléchargement doivent aussi être soumis à la critique d'un point de vue énergétique.

Les bases d'une écologie populaire et efficiente nécessitent de retirer le pouvoir de décision des actionnaires des multinationales privées et les transférer vers des instances démocratiques, transparentes et soucieuses du bien commun.
La sobriété numérique peut devenir l'un des outils d'une perspective écosocialiste. « Le numérique tel qu'il se déploie sous nos yeux n'est pas dans sa très grande majorité mis au service de la planète et du climat ».

José Sanchez

Cet article est principalement basé sur deux ouvrages récents, dont la lecture est vivement recommandée.
« L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like », Guillaume Pitron, Les liens qui libèrent, 2021
« La numérisation du monde. Un désastre écologique », Fabrice Flipo, L'échappée, 2021

LA DETTE PUBLIQUE ET LES MARCHÉS

L'économiste français Frédéric Lemaire dans un article du MD (septembre 2021), démonte le discours dominant qui définit la dette des Etats comme la fille du laxisme budgétaire des pouvoirs publics, et qui proclame la nécessité impérative de gagner la « confiance » des marchés. Il démontre le contraire : les obligations d'Etat (titres émis pour trouver des financements) sont essentielles pour les marchés. Ces dernières décennies, elles ont plutôt permis la financiarisation de l'économie. C'est la finance qui fait exploser la dette.

Dans les années '70 et '80 l'épargne en dollars des pays exportateurs de l'or noir, le pétrole, était surabondante et ne pouvait pas fructifier en raison d'un certain nombre de facteurs internes. Parmi les facteurs externes figurent les déficits commerciaux des pays importateurs de pétrole, causés par les hausses successives du prix du baril, et l'inflaltion.

Cette situation a permis l'expansion de la finance *offshore*.

De grandes banques américaines et européennes opérant à Londres sur le marché des eurodollars permettaient des prêts et des dépôts à l'échelle internationale en contournant les réglementations nationales. Aux USA par exemple, il y avait un plafonnement des taux d'intérêts (argent distribué aux acheteurs de titres), héritage du New Deal.

Les banques américaines, grâce au marché des eurodollars, ont pu investir un peu partout dans le monde et verser des rémunérations élevées à leur clientèle (taux d'intérêt), sous le regard complaisant de la Banque d'Angleterre et de la Réserve fédérale américaine. Parmi cette clientèle, on trouvait des pétromonarchies et des riches américains qui voulaient échapper aux taux d'intérêts en vigueur plafonnés lors du *New Deal*, après la Grande Dépression des années trente, pour éviter un autre désastre boursier.

Les grandes banques internationales ont multiplié par 33,6 leurs prêts aux pays en voie de développement. La dette publique de ces pays était en effet idéale pour faire fructifier les surplus de l'économie mondiale -d'où les grandes crises du surendettement de ces pays dans les années '80. Entre temps, les Etats commencent à se financer un peu partout par l'émission de titres de dette négociés sur les marchés. Les Etats doivent donc payer des taux d'intérêts. Le volume des dettes négociables sur les marchés n'a cessé de croître depuis les années '80 - en France la première obligation assimilable du Trésor français est émise en 1985. Cela donne un grand essor à la financiarisation des économies.

La croissance des marchés d'actions et l'augmentation de la dette publique vont de paire, car les obligations d'Etat sont considérées très sûres et font forcément partie du portefeuille d'un investisseur averti. Les dettes des pays constituent des titres de grande qualité dont les investisseurs institutionnels ou privés ne peuvent se passer.

A partir des années 2000, on peut dire que la dette publique facilite la généralisation d'un nouveau modèle bancaire « de marché », différent de l'ancien, qui se fondait sur le crédit. Les banques augmentent énormément leurs profits grâce à leur activité sur le marché des titres.

« Les titres de dette jouent également un rôle-clé dans les interventions de la Banque centrale européenne pour fournir des liquidités au secteur financier, comme garanties, ou via l'achat direct de dettes souveraines (*quantitative easing*) », relève Frédéric Lemaire.

D'autre part, cette période est marquée par la réduction de la fiscalité des plus riches, censée stimuler l'investissement privé. Ainsi, le pouvoir public non seulement fait des cadeaux fiscaux aux riches, mais leur verse aussi les intérêts des obligations d'Etat qu'ils ont achetés. Les riches financent la dette qu'ils ont contribué à creuser et les classes populaires, elles, subissent de plein fouet les plans d'austérité censés éponger cette même dette.

Tina Leoni Joye

LES ARCHIVES D'ATTAC SUISSE DÉPOSÉES AUX ARCHIVES CONTESTATAIRES À GENÈVE

Le local d'attac genève abritait un grand nombre de documents issus des activités du secrétariat mais également de la section genevoise. Ces documents reflètent les activités militantes sous forme de procès-verbaux de séances, de rapports, de tracts, d'affiches, etc. Quelques dossiers concernent des thèmes ou évènements spécifiques auxquels attac a participé, par exemple les Forums sociaux ou les manifestations contre le G8. S'y trouvent également quelques documents issus d'autres sections cantonales. Les archives remontent au début d'attac en 1998 et vont pour la plupart jusqu'en 2006. Ils ont été triés et remis aux Archives contestataires qui les conservent et les rendent accessibles au public.

Ces archives peuvent être complétées au fur et à mesure. Les personnes qui possèdent des documents concernant attac et qui souhaitent les conserver par ce moyen peuvent prendre contact avec le secrétariat d'attac suisse : secretariat@attac.ch
077 488 89 31 (Nadia Magnin, secrétaire nationale)

https://www.archivescontestataires.ch/
http://inventaires.archivescontestataires.ch/index.php/association-pour-la-taxation-des-transactions-financi-res-pour-laide-aux-citoyens-attac

DIE STAATSVERSCHULDUNG UND DIE MÄRKTE

Der französische Ökonom Frédéric Lemaire zerlegt in einem Artikel des „Monde diplomatique“ (September 2021) die vorherrschende Denkweise, nach der die Staatsverschuldung eine Tochter der laxen Haushaltspolitik der öffentlichen Hand sei und eine zwingende Notwendigkeit bestehe, das „Vertrauen“ der Märkte zu gewinnen. Er weist das Gegenteil nach: Staatsanleihen (Wertpapiere, die zwecks Beschaffung von Finanzmitteln ausgestellt werden) haben für die Märkte eine wesentliche Bedeutung. Sie haben in den letzten Jahrzehnten die Finanzialisierung der Wirtschaft ermöglicht. Es ist die Finanzwirtschaft, die die Schulden in die Höhe treibt.

In den 70er und 80er Jahren gab es einen Überschuss an Dollar-Ersparnissen der schwarzes Gold, Erdöl exportierenden Länder, die aufgrund einer Reihe Faktoren keine Gewinne abwerfen konnten. Zu den externen Faktoren zählten die durch die aufeinanderfolgenden Ölpreiserhöhungen verursachten Handelsdefizite der importierenden Länder und die Inflation.

Diese Situation hat die Expansion der Offshore-Finanzindustrie ermöglicht.

Grosse US-amerikanische und europäische auf dem Londoner Eurodollar-Markt tätige Banken ermöglichten Kredite und Einlagen auf internationaler Ebene, indem sie nationale Vorschriften umgingen. In den USA gab es zum Beispiel - ein Erbe des New Deal - eine Plafonierung der Zinssätze.

Dank des Eurodollar-Marktes konnten die amerikanischen Banken so ziemlich überall auf der Welt investieren und ihrer Kundschaft hohe Zinssätze zahlen, während die Bank of England und die US Federal Reserve gefällig zuschauten. Zu dieser Kundschaft gehörten Ölmonarchien und reiche Amerikaner, die den in den USA geltenden Zinssätzen entgehen wollten.

Die grossen internationalen Banken erhöhten ihre Kredite an Entwicklungsländer um das 33,6-fache. Die Staatsverschuldung dieser Länder bot der Weltwirtschaft eine ideale Gelegenheit, aus ihren Überschüssen weiteren Gewinn zu schlagen - daher die grossen Überschuldungskrisen dieser Länder in den 80er Jahren.

Inzwischen finanzieren sich die Staaten mehr und mehr durch Schuldverschreibungen, die auf den Märkten gehandelt werden. Die Staaten müssen also Zinsen zahlen. Das Volumen der auf den Märkten handelbaren Schulden ist seit den 80er Jahren stetig gewachsen – in Frankreich wurde die erste Staatsanleihe 1985 begeben. Dies gibt der Finanzialisierung der Volkswirtschaften einen grossen Aufschwung.

Das Wachstum der Aktienmärkte geht mit dem Anstieg der Staatsverschuldung einher, weil Staatsanleihen als sehr sicher gelten und zwangsläufig zum Portfolio eines erfahrenen Anlegers gehören. Die Schulden der Länder stellen hochwertige Wertpapiere dar, auf die institutionelle oder private Anleger nicht verzichten wollen.

Ab den 2000er Jahren kann man sagen, die Staatsverschuldung fördere die Verallgemeinerung eines neuen, „marktbasierten“ Bankenmodells, das sich von dem alten, kreditbasierten Modell unterscheidet. Durch ihre Aktivitäten auf dem Wertpapiermarkt erreichen die Banken einen enormen Anstieg ihrer Gewinne.

Laut Frédéric Lemaire spielen Schuldtitel auch eine Schlüsselrolle bei den Interventionen der Europäischen Zentralbank, um den Finanzsektor mit Liquidität zu versorgen, sei es als Sicherheiten oder durch den direkten Ankauf von Staatsschulden (*quantitative easing*).

Zudem ist dies das Zeitalter der Steuersenkungen für die Reichsten, welche angeblich die privaten Investitionen ankurbeln sollen. Die öffentliche Hand macht so den Reichen nicht nur Steuergeschenke, sondern zahlt ihnen auch die Zinsen für die Staatsanleihen, die sie gekauft haben. Die Reichen finanzieren die Schulden, zu deren Aufhäufung sie beigetragen haben, und um diese Schulden zu tilgen, bekommt die Arbeiterklasse die Sparprogramme mit voller Wucht zu spüren.

Tina Leoni Joye

ARCHIVE VON ATTAC SCHWEIZ IM *ARCHIVES CONTESTATAIRES* IN GENF DEPONIERT

Im Lokal von Attac Genf befanden sich eine große Anzahl von Dokumenten, die aus den Aktivitäten des Sekretariats von Attac Schweiz und der Sektion Genf stammten. Diese Dokumente veranschaulichen die Aktivitäten der Mitglieder von Attac in Form von Sitzungsprotokollen, Rapporten, Flugblätter, Plakate usw. Einige Dossiers beziehen sich auf spezifische Themen oder Ereignisse, an denen Attac beteiligt war, z.B. die Sozialforen oder die Proteste gegen den G8-Gipfel. Es gibt auch einige Dokumente aus anderen kantonalen Sektionen. Die Archive gehen auf die Gründung von Attac im Jahr 1998 zurück und reichen größtenteils bis 2006. Sie wurden sortiert und den *Archives contestataires* übergeben. Dieses Archiv bewahrt sie auf und macht sie der Öffentlichkeit zugänglich.

Die Attac Archive können nach und nach ergänzt werden. Personen, die im Besitz von Dokumenten zu Attac sind und die diese archivieren möchten, können sich mit dem Sekretariat von Attac Schweiz in Verbindung setzen: secretariat@attac.ch
077 488 89 31 (nationale Sekretärin Nadia Magnin)

https://www.archivescontestataires.ch/
http://inventaires.archivescontestataires.ch/index.php/association-pour-la-taxation-des-transactions-financi-res-pour-laide-aux-citoyens-attac

attac